

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Public Works and Government Services Canada  
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord  
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6  
Bid Fax: (780) 497-3510**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada  
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord  
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6

<b>Title - Sujet</b> Réparation de chauffage, ventilatio	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0127-12LP77/A	<b>Date</b> 2012-04-27
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W0127-12LP77	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$PWU-909-9394
<b>File No. - N° de dossier</b> PWU-2-35012 (909)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-05-18</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Mountain Daylight Saving Time MDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Mayhew (RPC), Sylvia	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwu909
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (780)497-3645 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (780)497-3510
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Engineer Services Company EDMONTON GARRISON STN FORCES P.O.BOX 10500 EDMONTON Alberta T5J4J5 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

### PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Santé et sécurité
4. Compte rendu

### PARTIE 2 — INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements — demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

### PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

### PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### PARTIE 5 — ATTESTATIONS

1. N/A

### PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, ET D'ASSURANCES

1. Capacité financière
2. Exigences en matière d'assurance

### PARTIE 7 — OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

#### A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre — Annexe E
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Procédures pour les commandes subséquentes
7. Instrument de commande subséquente
8. Limites des commandes subséquentes
9. Limites financières
10. Ordre de priorité des documents
11. Lois applicables
12. Estimation de coût

#### B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Conditions générales :

- |   |                      |
|---|----------------------|
| (i) CG1 Dispositions générales                | R2810D (2011-05-16); |
| (ii) CG2 Administration du contrat            | R2820D (2011-05-16); |
| (iii) CG3 Exécution et contrôle des travaux   | R2830D (2010-01-11); |
| (iv) CG4 Mesures de protection                | R2840D (2008-05-12); |
| (v) CG5 Modalités de paiement                 | R2550D (2010-01-11); |
| (vi) CG6 Retards et modifications des travaux | R2865D (2008-05-12); |

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0127-12LP77/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0127-12LP77

File No. - N° du dossier

PWU-2-35012

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

(vii) CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
(viii) CG8 Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12);
(ix) CG9 Garantie contractuelle	R2590D	(2011-05-16);
Conditions supplémentaires :		
Justes salaires et heures de travail — Conditions de travail	R2940D	(2010-01-11);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2007-05-25);

## ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité — Alberta
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre

## **PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;

Partie 3 Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et

Partie 7 : 7A, Offre à commandes; et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les exigences en matière de santé et de sécurité, les rapports d'usage, l'offre, et toute autre annexe applicable au besoin.

### **2. Sommaire**

Réparation de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (CVCA), ministère de la Défense nationale (MDN), Edmonton (Alberta)

Demande d'offres à commandes (DOC) pour la fourniture d'une main-d'œuvre qualifiée et agréée, d'outils, d'équipement, de supervision et de matériel, à la demande de la Base des Forces canadiennes/unité de soutien de secteur Edmonton (Alberta) du ministère de la Défense nationale (MDN), y compris le Navire canadien de Sa Majesté (NCSM) Nonsuch, le site de transmission Cardiff et le site de réception Riverbend. Le marché consistera en des commandes subséquentes pour la fourniture de services de réparation et de remplacement de CVCA pour l'ensemble des appareils montés sur le toit, des ventilateurs d'extraction, des systèmes et des matériels de traitement de chauffage, de climatisation, de réfrigération et d'air d'appoint ainsi que du service de réparation d'urgence 24 heures sur 24, comme précisé dans l'énoncé des travaux joint à la DOC. Les services doivent être fournis sur demande. On prévoit émettre une offre à commandes à une seule entreprise. L'offre à commandes sera d'une durée de trois (3) ans. Les dépenses estimatives totales pour le marché s'élèvent à 551 250 \$ (TPS/TVH comprise).

La présente demande de propositions comporte des exigences OBLIGATOIRES. Voir la partie 4 pour connaître les détails.

« Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) ».

**3. Exigences en matière de santé et de sécurité**

Exigences en matière de santé et de sécurité : Ce besoin comporte des exigences en matière de santé et de sécurité. Voir l'annexe C.

**4. Compte rendu**

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## PARTIE 2 - OFFRE À COMMANDES - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande d'offre à commandes (DOC) par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Ce guide est disponible sur le site Web de TPSGC <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC, et acceptent les modalités et conditions de l'offre à commandes et du contrat subséquent.

Les Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels 2006 (2012-03-02) sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

#### 2.1 Révision d'une offre :

Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document télécopié doit porter l'en-tête de lettre ou la signature de l'offrant.

Une révision du barème de prix unitaires doit clairement indiquer les modifications apportées aux prix unitaires et les articles particuliers faisant l'objet de la modification.

Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement porter la mention confirmation.

Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, seules les révisions irrecevables devront être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

Numéro de télécopieur pour recevoir les révisions : **780-497-3510**

#### 2.2 Prix et/ou taux fermes :

L'offrant doit proposer des prix, des taux fermes ou les deux qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

#### 2.3 Formulaire :

Les offres non soumises au moyen du formulaire prescrit ne seront pas prises en considération.

#### 2.4 Modification :

Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du formulaire d'offre ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre constituera une cause directe de rejet de l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres inscrits sur le formulaire d'offre par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

#### 2.5 Offres incomplètes :

Les offres incomplètes pourraient être rejetées.

## 2.6 Taxes :

L'offrant est tenu d'acquitter les taxes applicables.

Les offres ne doivent pas tenir compte du montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), selon celle qui s'applique. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans les factures soumises par l'entrepreneur et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur devra verser la somme correspondante à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

Le gouvernement fédéral est exonéré de la taxe de vente du Québec (TVQ). Les offrants ne doivent pas inclure, dans leurs prix, toutes les sommes correspondant à la TVQ sur les biens et services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut pas se prévaloir d'un remboursement de taxe d'intrant. L'offrant retenu doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer toute TVQ acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du contrat.

## 2.7 Évaluation du rendement

Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et de la sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, utilisé pour évaluer le rendement est présenté sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

## 3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

## 4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province ou le territoire de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

---

## PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 1. Généralités

- 1.1 Inscrire le taux horaire ou le prix unitaire qui correspond à chaque catégorie de main-d'œuvre, d'outils ou d'articles du matériel énoncé dans le barème de prix unitaires figurant dans le formulaire d'offre. Inscrire la marge bénéficiaire en pourcentage pour le matériel non précisé, s'il y a lieu; tout supplément lié aux articles, notamment la marge bénéficiaire de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, s'il y a lieu, et le montant total estimatif, TPS en sus.

Les quantités estimatives seront utilisées uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant utilisé dans l'offre à commandes.

- 1.2 Un taux doit être précisé pour chaque élément.

L'offrant convient que le ou les prix unitaires proposés régissent le calcul du montant total estimatif. L'offrant comprend que les erreurs dans la multiplication du prix unitaire, dans l'addition du prix estimatif total et dans la quantité estimative totale seront corrigées afin d'arriver au montant estimatif total.

- 1.3 Inscrire en majuscules ou en caractères d'imprimerie le nom et l'adresse au complet de l'offrant à l'endroit prévu à cet effet dans l'offre. Inscrire le numéro de téléphone et de télécopieur de l'offrant ainsi qu'un numéro d'appel d'urgence.

- 1.4 Signer et inscrire la date à l'endroit prévu à cet effet dans l'offre.

### 2. Instructions concernant la préparation d'une offre

#### Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement ». Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

#### Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- (a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_

Master Card \_\_\_\_\_

- (b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes subséquentes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.



---

## PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures D'Évaluation

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- (c) Les offres seront évaluées en fonction L'offre recevable comportant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'une offre à commandes.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères techniques obligatoires

###### **A) EXIGENCES OBLIGATOIRES – Nécessaires avec l'offre**

*Les offres qui ne satisfont pas aux exigences obligatoires suivantes à la clôture seront jugées non recevables et seront éliminées du processus.*

- i) La signature et la présentation - Soumettre la première page de la Demande d'offre à commandes (DOC). ANNEXE E - OFFRE (7A partie) partie, y compris toutes les annexes doivent être présentés. Les offres doivent être soumises au bureau désigné pour la réception des offres, et doivent être reçues au plus tard à la date et heure de clôture des soumissions pour montréal à la page 1 de la DOC.

###### **B) EXIGENCES OBLIGATOIRES - avant l'attribution de l'offre à commandes**

*À défaut de se conformer aux exigences obligatoires suivantes, l'offre sera rejetée.*

- i) Exigences en matière de santé et de sécurité — conformément à l'Annexe C .
- ii) Preuves d'exigences en matière d'assurance - sur demande, conformément à la Partie 6.
- iii) Exigences relatives à la sécurité, conformément à la Partie 6.

#### 1.2 Évaluation financière

- 1.2.1 Barème de prix - Un taux doit être précisé pour chaque élément.
- 1.2.2 Les offres retenues conformément à la Partie 4 seront évaluées en fonction du montant estimatif cité, TPS/TVH en sus. On prévoit attribuer une offre à commandes à l'offrant qui a déposé une offre conforme au plus bas prix.

### 2. Méthode de sélection

#### 2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable présentant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

### 6. Classement

- 6.1 L'offre à commandes sera attribuée à une seule entreprise.
- 6.2 L'entreprise soumettant le prix le plus bas pour une soumission recevable recevra une offre à commandes.

---

**PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

N/A

**PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, ET D'ASSURANCES****1. Capacité financière**

États financiers : Afin de s'assurer qu'un soumissionnaire a la capacité financière requise pour exécuter le contrat, l'autorité contractante pourra demander à ce dernier de fournir des renseignements financiers à jour au cours de la période d'évaluation de la soumission. L'information financière devant être fournie sur demande pourra comprendre, notamment, les plus récents états financiers vérifiés du soumissionnaire ou les plus récents états financiers certifiés par un agent financier principal du soumissionnaire. Les renseignements fournis seront pris en considération dans l'évaluation de la soumission et le processus de sélection. Si une soumission est jugée non recevable du fait qu'un soumissionnaire n'a pas la capacité financière pour exécuter le contrat, ce dernier recevra un avis écrit de la part de l'autorité contractante.

Si un soumissionnaire fournit au Canada, à titre confidentiel, les informations demandées et l'informe de la confidentialité des documents divulgués, le Canada doit traiter ces documents de façon confidentielle, conformément à la Loi sur l'accès à l'information, L.R. 1985, ch. A-1.

**2. Exigences en matière d'assurance****Clause du guide des CCUA M9015T (2011-05-16) Exigences en matière d'assurance**

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à R2590D GC9 (2011-05-16) si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## PARTIE 7 - CLAUSES ET CONDITIONS

### PARTIE 7(A) – OFFRE À COMMANDES

#### 1. Offre – jointe à l'ANNEXE E

- .1 Dispositions générales
- .2 Modalités financières
- .3 Prix
  - Appendice 1
  - Paiements par cartes de crédit

#### 2. Clauses et conditions uniformisées

- 1) .1 Conditions générales - offres à commandes, 2005 (2012-03-02)
- 2) Les documents identifiés par titre, numéro et date à l'alinéa 1) de la CS01 sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC:  
<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rqqr.do?action=recherche&date=courant&detail=&id=r&lang=fra&ttl=&type=toutes&verb=rese>.
- 3) Les échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction sont intégrées par renvoi et sont affichées sur le site suivant :  
[Web:http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes\\_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).

#### 3. Durée de l'offre à commandes – voir l'annexe E - Offre

#### 4. Responsables

##### 4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : *Voir la page de couverture de l'offre à commandes pour connaître les détails*  
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
 Direction générale des approvisionnements  
 Direction: Attribution des marchés immobiliers

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Au moment de passer une commande subséquente, en tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

##### 4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme (représentant ministériel) pour lequel les travaux seront exécutés conformément à une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

## 5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes est : Department of National Defence, Cold Lake, Alberta.

## 6. Procédures pour les commandes subséquentes

1. Meilleure offre à commandes : l'offre qui fournit la meilleure valeur (le prix le plus bas) sera retenue.

Le chargé de projet établira la portée des travaux devant être exécutés par la firme de succès et de négocier le niveau d'effort requis pour effectuer le travail sur la base des taux horaires indiqués dans l'offre à commandes.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0127-12LP77/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0127-12LP77

File No. - N° du dossier

PWU-2-35012

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

**7. INSTRUMENT DE COMMANDE SUBSÉQUENTE**Public Works and  
Government Services  
CanadaTravaux publics et  
Services gouvernementaux  
CanadaCALL-UP AGAINST A STANDING OFFER  
COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE  
À COMMANDES

In accordance with STANDING OFFER NO.: _____	Conformément à L'OFFRE PERMANENTE No. _____	Call-up no. — No de commande
Dated _____ and the terms and conditions therein, you are Requested to carry out the worked described below.	En date du _____ Et les modalités qui y sont énumérées, vous êtes prié d'exécuter les travaux décrits ci-après.	_____

Contractor's name and address — Nom et adresse de l'entrepreneur		Send invoice to — Expédier la facture à
Fax No.		attention :
Project no. - No du projet	Note: Quote standing offer number, project number and call-up number on your invoice. Inscrire le numéro de l'offre permanente, le numéro du projet et le numéro de commande sur la facture.	
Location of work — Endroit des travaux		Call-up cost, GST/HST extra — Coût de la commande, TPS en plus

Work description — Description des travaux
--

Certified pursuant to subsection 32 (1) of the Financial Administration Act Certifié en vertu du paragraphe 32 (1) de la Loi sur la gestion des finances publiques	
_____	_____
Signature	Date
Représentant ministériel — Représentant du ministère	
_____	_____
Signature	Date

PWGSC-TPSGC 2829 (03/2006)

**8. Limites des commandes subséquentes – voir l'annexe E - Offre****9. Limite financière - voir l'annexe E - Offre****10. Ordre de priorité de documents**

En cas d'incompatibilité entre les documents mentionnés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur cette même liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, y compris les annexes et les modifications;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-03-02), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) toute modification apportée au contrat conformément aux clauses et aux conditions de l'offre à commandes;
- e) les conditions générales datées et énumérées dans la Partie 7B, Clauses du contrat subséquent;
- f) les conditions supplémentaires;
- g) Annexes :
  - Annexe A, Énoncé des travaux/spécifications et toute modification apportée au document d'appel d'offres et intégrée à l'offre à commandes avant la date d'échéance de celle-ci;
  - Annexe B, Base de paiement
  - Annexe C, Exigences en matière de santé et sécurité - Alberta;
  - Annexe D, Formulaire de rapport d'usage périodique
  - Annexe F; Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS);
- h) l'offre de l'offrant, annexe E, datée du \_\_\_\_\_ (insérer la date de l'offre).

**11. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

**12. Estimation de coût**

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux requis à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs indiqués dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

## PARTIE 7 (B) – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes :
    - (a) Énoncé des travaux - L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes;
    - (b) Conditions générales :
 

(i)	CG1	Dispositions générales	R2810D	(2011-05-16);
(ii)	CG2	Administration du contrat	R2820D	(2011-05-16);
(iii)	CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
(iv)	CC4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
(v)	CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2010-01-11);
(vi)	CG6	Retards et modifications des travaux	R2865D	(2008-05-12);
(vii)	CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
(vii)	CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12);
(ix)	CG9	Assurance	R2590D	(2011-05-16);
    - (c) Conditions supplémentaires;
    - (d) Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail R2940D (2010-01-11);
    - (e) Coûts admissibles pour les modifications de contrat  
selon CG 6.4.1 R2950D (2007-05-25);
    - (f) Échelles des taux de salaires pour les contrats fédéraux de construction;
    - (g) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
    - (h) Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;
    - (i) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux Conditions générales.
  - 2) Les documents précisés à l'alinéa 1) par un numéro, une date et un titre sont incorporés par renvoi et sont reproduits dans le guide Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Le guide est offert sur le site Web de TPSGC :  
<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/rqqr.do?lang=fra&verb=rese&id=r&date=courant&ttl=&detail=&type=toutes&action=recherche>
- NOTA : Il convient de signaler aux entrepreneurs qu'un exemplaire des conditions de travail et des échelles de justes salaires doit être affiché dans le lieu de travail, à un endroit facilement accessible.*
- 3) Les échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction sont intégrées par renvoi et peuvent être consultées sur le site Web :  
[http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes\\_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml)
  - 4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.
  - 5) Un marché est conclu entre Sa Majesté et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant\*. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.

## 6) Interprétation

« *Accepté par l'offrant* » signifie que l'offrant a accepté d'entreprendre les travaux et a commencé à les exécuter;

« *Ministre* » comprend toute personne agissant pour le ministre, son successeur, leurs adjoints légitimes et leurs représentants nommés aux fins de l'offre à commandes;

« *Représentant ministériel* » comprend le chargé de projet qui représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux seront effectués à la suite d'une commande subséquente à une offre à commandes et qui est responsable de toute question liée au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent;

« *Surintendant* » ou « *superviseur* » comprend l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par celui-ci pour agir à titre de surintendant;

« *Tableau des prix unitaires* » signifie le tableau des prix par unité figurant dans l'offre;

« *Travaux* » signifie, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux travaux décrits dans chacune des commandes subséquentes ainsi que dans le devis descriptif ou dans l'énoncé des travaux.

## 1. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

**INSÉRER** les conditions supplémentaires suivantes dans les conditions générales subséquentes :

### 1.1 T1204 - demande directe du ministère client

1.1.1 Conformément à l'alinéa 221 (1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L. R., 1985, ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer, à l'aide des feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

1.1.2 Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir au Canada, sur demande, son numéro d'entreprise ou numéro d'assurance sociale, selon le cas. (Ces demandes peuvent être formulées dans une lettre d'appel général envoyée aux entrepreneurs par écrit ou par téléphone).

### 1.2 Rapports périodiques

1.2.1 L'offrant doit soumettre à l'autorité contractante des rapports semestriels sur l'utilisation de l'offre à commandes faisant état du nombre et de la valeur globale des commandes, pour chaque destinataire. Les rapports doivent être présentés selon le modèle du « Formulaire de rapport d'usage périodique » ci-joint à l'annexe D et être transmis à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours après la fin de la période visée.

1.2.2 L'offrant comprend que le non-respect de cette exigence peut donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes.



## 2. Durée du contrat

### 2.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

## 3. Paiement

### 1.3 MODIFICATIONS À LA CLAUSE CG 5 MODALITÉS DE PAIEMENTS R2550D

**SUPPRIMER LES CLAUSES CG 5.4, CG 5.5 et CG 5.6 et INSÉRER ce qui suit :**

#### CG 5.4 Paiement

##### .1 Base de paiement

1. Lorsque la durée des travaux indiquée dans la commande subséquente est supérieure à 30 jours, l'entrepreneur peut présenter des réclamations périodiques mensuelles et aura droit de recevoir des paiements progressifs à intervalles mensuels ou autre intervalle convenu. Sous réserve d'une vérification par le représentant ministériel, le paiement des factures de l'entrepreneur pour des travaux exécutés de façon satisfaisante sera effectué au plus tard 30 jours après la réception des factures. La date d'échéance sera le 30<sup>e</sup> jour suivant la réception d'une facture dûment présentée.
2. L'offrant présentera au représentant ministériel une facture distincte pour chaque commande subséquente conformément aux instructions relatives à la facturation établie dans la présente. La facture dûment présentée est une facture remise au représentant ministériel selon le format convenu et elle contient suffisamment de précisions, de renseignements et de documents d'appui pour en permettre la vérification.  
  
La facture de l'entrepreneur doit montrer séparément ce qui suit :
  - (a) le montant du paiement progressif réclamé pour les services fournis de façon satisfaisante, TPS/TVH en sus;
  - (b) le montant de toute taxe (TPS/TVH), calculé selon la législation fiscale fédérale applicable;
  - (c) le montant total représentant la somme des montants décrits ci-dessus (a et b).
3. Le montant de la taxe que l'entrepreneur aura indiqué sur la facture sera payé par le Canada en plus du montant du paiement progressif réclamé pour les travaux exécutés de façon satisfaisante.
4. Si, dans les 15 jours suivant la réception de la facture, le représentant ministériel demande des renseignements supplémentaires aux fins de vérification, la période de paiement de 30 jours commencera après la réception des renseignements demandés. Le paiement sera effectué au plus tard le 30<sup>e</sup> jour suivant la réception de la facture corrigée ou des renseignements exigés.

- .1 Tout paiement progressif mensuel versé à l'entrepreneur peut faire l'objet d'une retenue de 10 % qui sera payée à l'entrepreneur lors du paiement final, à moins que le paiement retenu ne soit requis par le Canada pour remédier aux défauts des travaux de l'entrepreneur;
- .2 Lorsque la durée des travaux indiqués dans la commande subséquente est égale ou inférieure à trente (30) jours, l'entrepreneur peut recevoir un paiement unique à titre de paiement total des travaux exécutés.

5. À la suite de l'exécution des travaux indiqués dans la réclamation périodique, on pourrait demander à l'entrepreneur de fournir une déclaration statuaire remplie et signée indiquant que jusqu'à la date de la réclamation périodique, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes les obligations légales quant aux conditions de travail et que relativement aux travaux, toutes les obligations légales de l'entrepreneur envers ses sous-traitants et fournisseurs, appelés collectivement « sous-traitants et fournisseurs » dans la déclaration, ont été remplies avant d'effectuer un autre paiement.
6. À la suite d'un avis écrit par un sous-traitant, avec lequel l'entrepreneur a un contrat direct, selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le représentant ministériel fournit au sous-traitant une copie du dernier paiement progressif approuvé, qui a été versé à l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.
7. À la suite de l'exécution de tous les travaux de façon satisfaisante, le montant exigible en vertu de l'entente, après déduction des paiements déjà effectués, est versé à l'entrepreneur dans les 30 jours suivant la réception d'une facture dûment présentée et, sur demande, accompagnée d'une Déclaration statutaire, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

#### **4.1 Base de paiement - see Annexe B**

#### **4.2 Limite de prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### **4.3 Instructions supplémentaires relatives à la facturation**

##### **.1 Factures**

- .1 Toutes les factures présentées pour paiement doivent indiquer :
  - .1 le numéro de commande de travail de génie construction;
  - .2 le numéro de dossier de génie construction;
  - .3 le numéro de la demande, DSS 942 (demande relative à un contrat);
  - .4 le numéro d'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC);
  - .5 la même adresse que celle figurant sur le contrat de TPSGC.
- .2 Les factures doivent comprendre la ventilation suivante :
  - .1 Taux horaire par offre et heures de travail de chaque personne de métier;
  - .2 Une liste détaillée du matériel utilisé, par coût, doit figurer sur toutes les factures présentées pour paiement;
  - .3 Le total multiplié;
  - .4 La taxe sur les produits et services (TPS/TVH) doit être indiquée séparément;
  - .5 Lorsqu'il y a sous-traitance, une copie de la facture du sous-traitant doit accompagner la facture liée à la demande;
  - .6 Lorsqu'il y a un rabais ou une majoration, l'indiquer séparément.
- .3 Les factures présentées pour paiement en regard du présent contrat et qui ne sont pas correctement rédigées seront renvoyées à l'entrepreneur pour annotation appropriée avant de produire l'attestation des paiements.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0127-12LP77/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWU-2-35012

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0127-12LP77

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

#### **4.4 Paiement des factures par carte de crédit**

Les cartes de crédit \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_ sont acceptées.

L'article CG5.11 Retard de paiement, Intérêt sur les comptes en souffrance, de CG5 - Modalités de paiement R2550D (2010-01-11) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0127-12LP77/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0127-12LP77

File No. - N° du dossier

PWU-2-35012

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux et Énoncé des besoins
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0127-12LP77/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0127-12LP77

PWU-2-35012

---

## **ANNEXE A**

Reportez-vous à l'énoncé des travaux et cahier des charges joint en tant que documents PDF

---

## ANNEXE B

### .1 Base de paiement

Les honoraires fondés sur le prix convenu seront payés à l'entrepreneur lorsque celui-ci aura fourni les services de manière satisfaisante, suivant l'approbation du représentant ministériel, mais ces honoraires n'excéderont pas les montants précisés dans la commande subséquente pour les travaux sans autorisation écrite.

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du marché, l'entrepreneur se verra payer un prix ferme, taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.

#### .1 Taux horaires :

L'entrepreneur sera payé selon des taux horaires fermes indiqués ci-dessous pour les travaux exécutés conformément au contrat.

Consulter les pièces jointes pour connaître les détails.

Coût estimatif total - Limitation des dépenses : \$525,000.00\_(TPS/TVH en sus)

## ANNEXE C

### SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES - *Pour les travaux dans la province de l'Alberta*

#### 1. INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP):

##### IP13 PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

- 1.1 Avant l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
  - 1.1.1 un énoncé de tarification des primes de la Commission des accidents du travail - Alberta, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
  - 1.1.2 une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
  - 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la Loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
- 1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

#### 2. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS):

##### CS02 La Sécurité et la Santé lieu de travail

###### 1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1 L'entrepreneur doit, aux fins des règlements de l'Alberta sur la sécurité et la santé au travail, et pour la durée du travail :
  - 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;
  - 1.1.2 d'accepter le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
  - 1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada\* :
    - 1.1.3.1 d'accepte, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;
    - 1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

*Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification*

## 2. SOUMISSION

### 2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et

2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :

2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et

2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

*NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.*

## 3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

### **ALBERTA South**

Alberta Human Resources and Employment  
Workplace Health and Safety  
600 – 727, 7th Avenue S.W.  
Calgary, Alberta, T2P 0Z5

Telephone: (403) 297-7896  
Facsimile: (403) 297-7893

### **ALBERTA North**

Alberta Human Resources and Employment  
Workplace Health and Safety  
10th Floor, 7th Street Plaza  
10030-107 Street  
Edmonton, Alberta, T5J 3E4

Telephone: (780)422-5949  
Facsimile: (780) 427-0999



Solicitation No. - N° de l'invitation

W0127-12LP77/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu909

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0127-12LP77

PWU-2-35012

**ANNEXE D**  
**Formulaire de rapport d'usage périodique**

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Retourner à :

Sylvia Mayhew	780-497-3510	sylvia.mayhew@pwgsc-tpsgc.gc.ca
<i>Nom</i>	<i>Télec.</i>	<i>Courriel</i>

à :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Attribution des marchés immobiliers, Direction générale des approvisionnements  
Telus Plaza North  
5th Floor, 10025 Jasper Avenue  
Edmonton, Alberta T5J 1S6

**RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ**

FOURNISSEUR : \_\_\_\_\_

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : \_\_\_\_\_

Description des travaux	N° de commande subséquent e	FACTURE GLOBALE

**RAPPORT « NÉANT » :** Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période \_\_\_\_\_.

**PRÉPARÉ PAR :**

NOM : \_\_\_\_\_

SIGNATURE \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_

## ANNEXE E OFFRE

### Description de travail : Edmonton (Alberta)

Projets divers, TPSGC

Offre à commandes de services Réparation de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (CVCA)

### 1. OFFRE

- .1 La présente offre à commandes, ci-après appelée « offre », est présentée par l'offrant soussigné, ci-après appelé « l'offrant », à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, ci-après appelée « Sa Majesté », représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada, ci-après appelé le « ministre »;
- .2 L'offre consiste à fournir tous les outils, outillages, équipements, services, matériaux et main-d'œuvre nécessaires pour exécuter et achever, consciencieusement et selon les règles de l'art, les travaux décrits ci-dessus;
- .3 Les travaux seront plus précisément décrits dans les commandes subséquentes passées par le représentant du ministère, ci-après appelé le « représentant ministériel »;
- .4 Les commandes subséquentes peuvent être passées, à l'occasion, durant la période de trois (3) ans, suivant la date de la présente offre, ci-après appelée la « durée », ou jusqu'à ce que la période maximale précisée au paragraphe 3.1 ci-dessous soit écoulée, selon la première de ces conditions à se présenter.

### 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- .1 Les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires et les conditions générales de la présente offre, lorsque signée par l'offrant ou pour le compte de ce dernier, constitueront l'ensemble de l'offre, cette dernière étant soumise aux dispositions exprimées dans les présentes.
- .2 Le taux horaire et le prix unitaire proposés régissent le calcul du montant total estimatif; les erreurs dans la multiplication du prix unitaire et dans l'addition du prix estimatif total seront corrigées afin d'arriver au montant estimatif total.
- .3 La présente offre remplace et annule toutes les communications, négociations et ententes relatives aux travaux autres que celles contenues dans l'offre.
- .4 On ne peut retirer cette offre avant l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

L'offrant s'engage :

- .1 à exécuter les projets commandés de temps à autre par le représentant ministériel sous la forme de **commandes subséquentes à une offre à commandes**, formulaire PWGSC/TPSGC 2829 ou 942, que l'offrant admet avoir en sa possession conformément aux exigences établies par les présentes, et en vue d'un paiement versé aux termes de l'article 3 ci-dessous;

- 
- .2 à fournir, à la demande du représentant ministériel, un prix estimatif détaillé, calculé conformément à la section 4 ci-dessous, ainsi qu'un horaire de travail pour chaque projet;
  - .3 à commencer les travaux dès la réception d'une commande subséquente découlant de la présente offre à commandes, dûment signée par le représentant ministériel.
  - .5 La présente offre ne constitue pas un contrat comportant des obligations liant Sa Majesté à l'offrant. Le représentant ministériel aura le droit de passer une commande subséquente auprès d'autres offrants ayant présenté une offre à Sa Majesté.
  - .6 Un marché est conclu entre Sa Majesté et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.
  - .7 Le nombre d'heures prévues, les quantités de matériaux et d'outils et le montant alloué pour le matériel non précisé qui est établi dans le barème de prix unitaires serviront à l'analyse comparative des offres et ne constitue en aucun cas une obligation de la part de Sa Majesté à faire appel aux travaux, matériaux ou outillages énoncés dans les présentes.
  - .8 L'offrant déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du marché susceptible de découler de l'offre.

### 3. MODALITÉS FINANCIÈRES

- .1 Le montant maximal susceptible d'être versé par Sa Majesté pour l'ensemble des commandes subséquentes passées dans le cadre de l'offre à commandes ne pourra dépasser la somme de **525,000.00 \$, TPS/TVH en sus.**
- .2 Le montant à verser par Sa Majesté pour les travaux découlant d'une commande subséquente à la présente offre sera basé sur les prix unitaires établis dans la section 4 de l'offre ou par la suite. Le montant maximal à verser pour les travaux découlant de toute commande subséquente ne pourra pas dépasser la somme de 60 000 \$, TPS/TVH en sus. Ce montant maximal sera établi précisément à partir des prix unitaires avant de passer une commande subséquente. Ce montant maximal peut comprendre un montant ne dépassant pas 5 000 \$, TPS/TVH en sus, pour une partie du travail ne pouvant être établi avec précision à partir des prix unitaires.
- .3 L'offrant informera le représentant ministériel lorsque 80 % du montant affiché au paragraphe 3.1 a été dépensé ou lorsqu'il ne reste que trois (3) mois à la durée de l'offre.
- .4 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires du paragraphe 4.1 comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.
- .5 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. « Coût net » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes

accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses.

.6 Les prix inscrits dans la section 4 de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.

.1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

.2 Les prix ne comprennent pas la taxe de vente du Québec. L'offrant doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer le montant de taxe de vente acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du marché découlant de la présente offre.

.7 La somme versée par Sa Majesté pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.

.8 Les frais de sous-traitance, notamment les coûts de location d'équipement spécial approuvé par le chargé de projet, seront remboursés au prix coûtant, avec une majoration de dix (10) pour cent pour couvrir les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses. « Prix coûtant » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour toute partie des travaux exécutée par des sous-traitants.

.9 Établissement des prix

.1 Les prix exigés dans l'offre sont les suivants :

- .1 taux horaire des heures normales de travail;
- .2 taux horaire en dehors des heures normales de travail;
- .3 la marge bénéficiaire de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, les permis et les certificats exigés, aux fins d'évaluation

.2 Les taux horaires exigés dans l'offre et l'acceptation pour des types de services précis correspondront au coût total des travaux à exécuter, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :

- .1 main-d'œuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance de responsabilité civile;
- .2 temps de déplacement;
- .3 transport/dépenses d'automobile;
- .4 outils;
- .5 coûts indirects et le profit;
- .6 tout frais accessoire autre que l'achat de matériel et de pièces de rechange lié à la main-d'œuvre;

.3 Les heures normales de travail seront de 7:30 h à 16 h, du lundi au vendredi.

#### 4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés dans les sections 2 et 3 ci-dessus :

- Les prix comprennent les frais de déplacement et les frais personnels.

- On ne peut facturer plus d'un appel de service pour chaque commande subséquente, sauf en cas d'approbation contraire préalablement obtenue auprès du MDN. Par contre, plusieurs autorisations de modification peuvent être associées à un seul appel de service.

##### 4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux

###### BARÈME A) Première année

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Lot	Description	Unité	Quantités annuelles estimatives	Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total \$ ¢
1	Appel de service effectué du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	20	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢
2	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un compagnon.	heure	500	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢
3	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un apprenti.	heure	1000	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢
4	Appel de service effectué du lundi au vendredi, après les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	10	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢

W0127-12LP77/A

pwu909

W0127-12LP77

PWU-2-35012

5	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un compagnon.	heure	10	\$ _____	\$ _____
6	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un apprenti.	heure	20	\$ _____	\$ _____
7	Appel de service effectué la fin de semaine ou un jour férié, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	5	\$ _____	\$ _____
8	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de semaine ou un jour férié : un compagnon.	heure	5	\$ _____	\$ _____
9	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de semaine ou un jour férié : un apprenti.	heure	10	\$ _____	\$ _____
10	Les pièces et les matériaux seront facturés au coût d'achat rendu de l'Offrant, plus une majoration de :	n/a	\$10,000.00	_____ %	\$ _____
Sous-total A): Montant total estimé 1ère année de la TPS / TVH en sus					\$ _____

continued

**4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)****BARÈME B) Année 2**

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Lot	Description	Unité	Quantités annuelles estimatives	Prix unitaire \$                      ¢	Estimation prix total \$                      ¢
1	Appel de service effectué du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place	appel	20	\$ _____	\$ _____ —
2	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un compagnon.	heure	500	\$ _____	\$ _____ —
3	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un apprenti.	heure	1000	\$ _____	\$ _____ —
4	Appel de service effectué du lundi au vendredi, après les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	10	\$ _____	\$ _____ —
5	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un compagnon.	heure	10	\$ _____	\$ _____ —

W0127-12LP77/A

pwu909

W0127-12LP77

PWU-2-35012

6	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un apprenti.	heure	20	\$ _____	\$ _____ —
7	Appel de service effectué la fin de semaine ou un jour férié, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	5	\$ _____	\$ _____ —
8	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de semaine ou un jour férié : un compagnon.	heure	5	\$ _____	\$ _____ —
9	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de semaine ou un jour férié : un apprenti.	heure	10	\$ _____	\$ _____ —
10	Les pièces et les matériaux seront facturés au coût d'achat rendu de l'Offrant, plus une majoration de :	n/a	\$10,000.00	_____ %	\$ _____
Sous-total B): Montant estimatif total 2e année de la TPS / TVH en sus					\$ _____

Continued



**4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)****BARÈME C) Année 3**

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Lot	Description	Unité	Quantités annuelles	estimations Prix unitaire \$ ¢	Estimation prix total \$ ¢
1	Appel de service effectué du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	20	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢
2	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un compagnon.	heure	500	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢
3	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un apprenti.	heure	1000	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢
4	Appel de service effectué du lundi au vendredi, après les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	10	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢
5	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un compagnon.	heure	10	\$ _____ ¢	\$ _____ ¢

W0127-12LP77/A

pwu909

W0127-12LP77

PWU-2-35012

6	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un apprenti.	heure	20	\$ _____	\$ _____
7	Appel de service effectué la fin de semaine ou un jour férié, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	appel	5	\$ _____	\$ _____
8	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de semaine ou un jour férié : un compagnon.	heure	5	\$ _____	\$ _____
9	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de semaine ou un jour férié : un apprenti.	heure	10	\$ _____	\$ _____
10	Les pièces et les matériaux seront facturés au coût d'achat rendu de l'Offrant, plus une majoration de :	n/a	\$10,000.00	_____ %	\$ _____
Sous-total C): Montant estimatif total de 3ème année de la TPS / TVH en sus					\$ _____

Continued

**4.2 PRIX TOTAL ÉVALUÉ** (durée initiale d'un an + Deuxième année)

Col. 1	Col. 2	Col.3	Col. 4
<b>Total partiel BARÈME A) Durée initiale d'un an</b>	<b>Total partiel BARÈME B) Deuxième année</b>	<b>Total partiel BARÈME C) Troisième année</b>	<b>Prix total évalué (col.1 + col.2 + col.3 = col.4)</b>
_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$ <b>TPS/TVH en sus</b>

Ces articles seront utilisés uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant qui sera utilisé dans le cadre de l'offre à commandes.

Un taux doit être précisé pour chaque élément.

L'offrant convient que le ou les prix unitaires proposés régissent le calcul du prix total évalué. L'offrant comprend que les erreurs dans la multiplication du prix unitaire, dans l'addition du prix estimatif total et du montant total évalué seront corrigées afin d'arriver au prix total évalué.

On retiendra le prix évalué total de la colonne 4. On prévoit attribuer une seule offre à commandes pour l'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas.

SIGNATURE :

\_\_\_\_\_  
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (écrire en caractères d'imprimerie)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

---

## APPENDICE 1

### H3027T Paiement des factures par carte de crédit

Le Canada demande aux offrants de cocher l'un des éléments suivants, à savoir :

☐ Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des factures.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

☐ VISA

☐ MasterCard

OU

☐ Les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des factures.

Le soumissionnaire n'est pas tenu d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement des commandes par carte de crédit ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

## DÉCLARATION DU TRAVAIL - «A» ANNEXE

### 1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux prévus par la présente convention d'offre à commandes (COC) comprennent la fourniture de la supervision, des matériaux, du matériel, de la main-d'oeuvre et des outils nécessaires pour réparer et remplacer les appareils de chauffage, de conditionnement d'air et de réfrigération, les appareils de traitement de l'air d'appoint, le matériel, les appareils hors toit et les ventilateurs d'extraction, et pour offrir un service de réparation d'urgence 24 heures, au fur et à mesure des besoins, à la BFC/USS Edmonton, y compris au NCSM NonSuch, au site de transmission Cardiff et au site de réception Riverbend.

### 1.2 NORMES ET CODES

Tous les travaux doivent être effectués conformément aux normes ci-après.

- .1 American Society of Heating, Refrigeration and Air Conditioning Engineers (ASHRAE)
  - .1 ASHRAE 52-76, Method of Testing Air Cleaning Devices Used in General Ventilation for Removing Particulate Matter.
- .2 Office des normes générales du Canada (ONGC ou CGSB)
  - .1 CAN/CGSB-51.40-M80, Isolant thermique, flexible, élastomère, unicellulaire, en feuille et tubulaire.
- .3 CAN/CGSB-115.10-M90, Filtres à air jetables éliminant les particules solides des systèmes de ventilation.
- .4 CAN/CGSB-115.15-M91, Filtres à air de type rigide, à rendement élevé, éliminant les particules solides des systèmes de ventilation.
- .5 Association canadienne de normalisation (CSA)
  - .1 CSA B52-M1995, Code de réfrigération mécanique.
  - .2 CAN/CSA-C656-M92, Évaluation des performances des thermopompes monoblocs et des climatiseurs centraux.
- .6 Environment Canada
  - .1 EPA 1/RA/2-1996, Code de pratiques visant la réduction des émissions de chlorofluorocarbures des systèmes de réfrigération et de conditionnement d'air.
  - .2 Environment Canada – 1994, Liste des solutions de rechange aux substances appauvrissant la couche d'ozone et de leurs fournisseurs.
  - .3 Règlement fédéral sur les halocarbures.
- .7 Normes CSA et ULC.
- .8 Code canadien de l'électricité en vigueur ainsi que tous les codes et règlements connexes.

- .9 Code canadien de la plomberie en vigueur.
- .10 Code de réfrigération mécanique.
- .11 Tous les codes et règlements municipaux applicables.
- .12 Code national du bâtiment en vigueur.

### **1.3 COMMENCEMENT DES TRAVAUX**

- .1 Les travaux ne doivent pas être entrepris sans une soumission écrite approuvée et un exemplaire signé du formulaire CF942 autorisant l'Offrant à exécuter les travaux.
- .2 Un prix doit être proposé pour tout travail imprévu (autorisations de modification), et ce prix doit être approuvé par écrit (modification du formulaire CF942).
- .3 Tout travail autre que ceux énoncés par le Responsable du projet ou le Représentant désigné du MDN, dans la soumission écrite ou le formulaire CF942 signé (non autorisé par écrit), doit être réalisé aux frais de l'Offrant.

### **1.4 SERVICE DE RÉPARATION D'URGENCE**

- .1 Une demande de réparation d'urgence doit d'abord être faite par téléphone, puis en remplissant le formulaire CF942; si la demande est placée après les heures normales de travail (entre 7 h 30 et 16 h), un formulaire CF942 doit être soumis au début de la prochaine heure ouvrable.
- .2 Le Responsable du projet ou le Représentant désigné du MDN doit fournir le nom des **employés autorisés à émettre une commande subséquente pour réparation d'urgence.**
- .3 L'Offrant doit fournir un numéro de téléphone permettant de communiquer avec un de ses représentants en tout temps.
- .4 L'Offrant doit offrir les services d'employés accrédités sur la Base dans les quatre (4) heures suivant la réception d'un avis de réparation d'urgence, sauf si un délai plus long est accordé par le Responsable du projet ou le Représentant désigné du MDN.

### **1.5 SOUS-TRAITANCE**

- .1 La sous-traitance de certains travaux est permise, sous réserve d'une approbation écrite du Responsable du projet ou du Représentant désigné du MDN (c.-à-d. un exemplaire du formulaire CF942 autorisant la sous-traitance des travaux conformément aux indications de la soumission).

## **1.6 INTENTION**

- .1 Le présent devis vise la fourniture de services complets et d'installations entièrement opérationnelles, conformément aux exigences du MDN décrites aux présentes ainsi qu'aux codes applicables.

## **1.7 GARANTIE**

- .1 Fournir une garantie écrite déclarant que tout le matériel fourni et installé par l'Offrant dans le cadre de la présente COC sera exempt de défauts pendant un (1) an à partir de la date d'acceptation définitive des travaux; tout matériau ou matériel s'avérant défectueux pendant la période de garantie sera réparé, sans frais supplémentaire pour le MDN.

## **1.8 COOPÉRATION**

- .1 L'Offrant doit bien connaître le bâtiment visé par les travaux et il doit coopérer avec les autres corps de métier qui y travaillent pour éviter les conflits.

## **1.9 NETTOYAGE DE L'INSTALLATION**

- .1 Nettoyer à fond le matériel de nettoyage afin d'éliminer la saleté et les autres corps étrangers. Au besoin, débrancher le matériel et le rebrancher pour le nettoyage; le cas échéant, réparer tout dommage causé par l'enlèvement et la mise en place du matériel.
- .2 Éliminer complètement la saleté et les autres corps étrangers sur le chantier à la fin de chaque journée de travail, dans la mesure du possible; le chantier doit être propre et ordonné à l'achèvement des travaux autorisés.

## **1.10 UTILISATION DES LIEUX PAR L'OFFRANT**

- .1 Le Responsable du projet ou le Représentant désigné du MDN doit permettre un accès raisonnable à tout le matériel utilisé dans le cadre de la présente COC.
- .2 L'Offrant ne doit pas encombrer déraisonnablement le chantier de matériaux ou de matériel.
- .3 Tous les travaux d'entretien planifiés doivent être exécutés durant les heures normales de travail, soit entre 7 h 30 et 16 h, du lundi au vendredi inclusivement.

## **1.11 QUALIFICATIONS**

- .1 Les travaux de construction, de démolition et de remplacement de matériaux ou de matériel doivent être réalisés par un compagnon ou un apprenti accrédité et qualifié.
- .2 Une (1) copie de Certificat de compétence d'homme de métier doit être fournie

au MDN, sur demande. L'installation, la mise en service et la démolition de tous les appareils de réfrigération et de conditionnement d'air doivent être exécutées conformément au Règlement fédéral sur les halocarbures (2003), lequel inclut des dispositions relatives à la certification des travailleurs, aux essais de détection des fuites, au chargement des systèmes, à la rédaction des rapports, etc. Selon le Règlement, un travailleur est un compagnon ou un apprenti qui détient sa carte de l'Institut canadien du chauffage, de la climatisation et de la réfrigération (ICCCR) de l'Alberta.

## **1.12 RÉUNION**

- .1 Avant le commencement des travaux, l'Offrant doit rencontrer le Responsable du projet, le Représentant désigné du MDN et/ou le Chef des pompiers et confirmer avec eux l'étendue des travaux (ÉDT), à des fins de planification.

## **1.13 DOSSIER DE PROJET**

- .1 L'Offrant doit fournir les fiches techniques, les dessins d'après exécution, ainsi que les données concernant l'exploitation et l'entretien, aux fins de modification des systèmes ou de remplacement des composants principaux, selon les directives de l'Inspecteur.

## **1.14 ALIMENTATION EN EAU ET EN ÉLECTRICITÉ**

- .1 Le MDN peut fournir gratuitement et temporairement un approvisionnement en eau et en électricité aux fins de construction, sous réserve des modalités ci-après.
- .2 Les quantités et les points de raccordement disponibles sur le chantier sont limités; ils peuvent être déterminés par le Responsable du projet ou le Représentant désigné du MDN, dont il faut obtenir l'autorisation écrite avant d'effectuer tout raccordement.
- .3 Il incombe à l'Offrant de raccorder le matériel et les conduites temporaires nécessaires pour acheminer l'eau et l'électricité jusqu'au chantier temporaire, et ce, sans frais pour le MDN; les éléments ainsi raccordés doivent être exploités d'une manière approuvée par le Responsable du projet ou le Représentant désigné du MDN.
- .4 L'alimentation temporaire en eau et en électricité par le MDN est soumise aux exigences de ce dernier et peut être interrompue par le Responsable du projet ou par le Représentant désigné du MDN à tout moment, sans que l'Offrant n'en soit préalablement avisé; l'État n'acceptera aucune responsabilité quant aux éventuels dommages ou retards causés par cette interruption temporaire.

## **1.15 PERMIS**

- .1 Si des travaux souterrains ou d'excavation sont requis, l'Offrant doit obtenir un permis d'excavation; aucun travail d'excavation ni travail similaire ne peut être entrepris avant que toutes les signatures requises aient été obtenues et que



l'emplacement de chaque service public ait été marqué par un drapeau. Le creusage à la pelle est obligatoire à proximité de tout service public souterrain. Il incombe aux offrants d'obtenir l'autorisation d'excavation auprès d'**Alberta First Call** avant d'obtenir les approbations finales signées du MDN.

- .2 Si requis, l'Offrant doit obtenir un permis de travail à chaud, auprès du Chef des pompiers ou d'un de ses représentants, pour tout travail de coupe, de soudage ou qui nécessite l'utilisation d'une flamme nue.

#### **1.16 REPLACEMENT DE PIÈCES**

- .1 Les pièces de rechange permanentes doivent être approuvées en usine et être de la même marque que les pièces défectueuses enlevées.
- .2 Toute pièce de rechange installée temporairement dans une situation d'urgence et dont la marque diffère de celle de la pièce défectueuse originale doit être remplacée dès que possible par une pièce de la marque requise.

#### **1.17 RAPPORT DE RÉPARATION**

- .1 Une fois les réparations achevées, le personnel du service de réparation doit soumettre un rapport au Responsable du projet ou au Représentant désigné du MDN.
- .2 Le rapport de réparation doit indiquer les vérifications effectuées, l'état du matériel, les ajustements apportés, les pièces remplacées, ainsi que l'heure de chaque réparation et le nom de l'employé qui l'a réalisée. De plus, des recommandations quant à l'entretien des ouvrages doivent être formulées dans le rapport.
- .3 L'Offrant doit indiquer la quantité et le type de frigorigène utilisé; toute fuite de frigorigène doit être signalée par écrit au Responsable du projet ou au Représentant désigné du MDN.

#### **1.18 PLAN DE SÉCURITÉ-INCENDIE**

L'Offrant et son personnel doivent bien comprendre les exigences des sections ci-dessous.

#### **1.19 EXPOSÉ DU SERVICE DES INCENDIES**

- .1 Le Responsable du projet ou le Représentant désigné du MDN prendra les dispositions nécessaires pour que le Chef des pompiers puisse transmettre les consignes de sécurité-incendie à l'Offrant pendant la réunion d'avant-projet.

## **1.20 MARCHÉ À SUIVRE POUR SIGNALER UN INCENDIE**

- .1 Connaître l'emplacement de l'avertisseur manuel d'incendie et du téléphone d'urgence les plus près, y compris le numéro à composer en cas d'urgence.
  - .1 Base : composer le 911 ou appeler à la caserne des pompiers, poste 4434, sur la Base seulement.
  - .2 HMCS NonSuch (à l'extérieur de la Base) : 911.
  - .3 Site de transmission Cardiff (à l'extérieur de la Base) : 911.
  - .4 Site de réception Riverbend (à l'extérieur de la Base) : 911.
- .2 Tout incendie doit être signalé sur-le-champ au Service des incendies, de la façon suivante :
  - .1 en déclenchant l'avertisseur manuel d'incendie le plus près;
  - .2 par téléphone, en composant le 911.
- .3 La personne qui déclenche l'avertisseur manuel d'incendie doit demeurer sur les lieux, tant qu'elle y est en sécurité, afin de diriger les pompiers vers le lieu de l'incendie dès leur arrivée.
4. La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment, ainsi que l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

## **2.1 SYSTÈMES D'ALARME ET DE PROTECTION INCENDIE, INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS**

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent en aucun cas être obstrués, être fermés ou arrêtés, ou être laissés hors service à la fin d'une journée de travail.

## **2.2 EXTINCTEURS**

- .1 L'Offrant doit fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'Offrant sur le chantier, et ce, sans frais pour le MDN; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le Chef des pompiers.

## **2.3 OBSTRUCTION DES ROUTES**

1. Informer à l'avance le Chef des pompiers de l'exécution de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre les incendies, de toute dérogation au dégagement minimal qu'il aura prescrit, de la mise en place de barricades et de l'exécution de travaux d'excavation.

## **2.4 PRÉVENTION DES INCENDIES**

- .1 Il incombe aux offrants de retenir les services de piquet d'incendie sur les lieux, selon les modalités établies avec le Chef des pompiers de la Base avant le commencement des travaux.

- .2 Le Chef des pompiers de la Base doit être avisé de toute situation nécessitant l'utilisation d'appareils susceptibles de produire des étincelles ou des flammes, y compris le matériel thermique à l'intérieur ou autour des bâtiments.
- .3 Les permis appropriés doivent être obtenus avant le commencement des travaux.

## **2.5 CONSIGNES-FUMEURS**

- .1 Il est interdit de fumer dans les endroits dangereux, et il faut être très prudent lorsqu'on fume dans des zones non réglementées.
- .2 Il est interdit de fumer dans les bâtiments du MDN.

## **2.6 DÉCHETS ET MATÉRIAUX DE REBUT**

- .1 Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.
- .2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut.
- .3 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives.
- .4 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés afin que soient assurées une propreté et une sécurité maximales.
- .5 Déposer, dans des contenants approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier conformément aux directives.

## **2.7 RENSEIGNEMENTS ET ÉCLAIRCISSEMENTS**

- .1 Transmettre toute demande d'éclaircissements ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au Chef des pompiers.

## **2.8 INSPECTIONS EFFECTUÉES PAR LE CHEF DES POMPIERS**

- .1 Les inspections du chantier effectuées par le Chef des pompiers seront coordonnées par le Responsable du projet ou par le Représentant désigné du MDN.
- .2 Permettre au Chef des pompiers le libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec le Chef des pompiers au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le Chef des pompiers.

### **3.1 MESURES DE SÉCURITÉ EN CONSTRUCTION**

- .1 Tous les offrants et leurs employés doivent bien comprendre les exigences de la présente section et les respecter.
- .2 Respecter les mesures de sécurité prescrites par les éditions en vigueur du Code national du bâtiment (CNB) et du Code national de prévention des incendies (CNPI), par la Commission des accidents du travail, par la partie II du *Code canadien du travail* et par le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail; en cas de contradiction ou de divergence entre les exigences des documents susmentionnés, les plus rigoureuses s'appliquent.

### **3.2 CHAMP DE TIR DE LA BASE**

- .1 Lorsque les travaux sont effectués dans le champ de tir de la Base, les véhicules de l'Offrant et de ses employés doivent être enregistrés auprès de l'autorité en devoir avant d'entrer dans les aires de contrôle des champs de tir. Le Directeur de projet assigné par l'Offrant possédera une radio afin de pouvoir communiquer avec l'autorité en devoir.

### **3.3 OUTILS ET MATÉRIEL**

- .1 Aucun matériel, outil, dispositif ou machine appartenant au MDN, y compris l'équipement de protection individuelle, ne sera fourni à l'Offrant.

### **3.4 POLITIQUE D'ENTRÉE DANS UN ESPACE CLOS**

- .1 Aucun employé ne peut entrer ou être autorisé à entrer dans un espace clos, à moins que l'entrée respecte le Règlement fédéral sur la santé et la sécurité au travail applicable, ainsi que les prescriptions de la partie II du *Code canadien du travail*. L'Offrant et ses employés doivent connaître et respecter la politique de la Base concernant les espaces clos et les endroits touchés par la politique.

### **3.5 ÉCHAFAUDAGES**

- .1 Concevoir et construire des structures temporaires en conformité avec la norme CSA S269.

### **3.6 SURCHARGE**

- .1 S'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage ne supporte une charge susceptible de compromettre sa sécurité ou de causer une déformation permanente.

### **3.7 SIMDUT**

- .1 L'Offrant doit se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) relatives à l'utilisation, à la manipulation, à l'entreposage et à l'élimination des matières dangereuses, ainsi qu'à l'étiquetage et à la fourniture de fiches signalétiques acceptables par

Ressources humaines et Développement des compétences Canada et Santé Canada.

- .2 Tous les employés qui manipulent des matières dangereuses ou qui sont exposés à ces matières, telles que définies par la Loi sur les produits contrôlés (SIMDUT), doivent suivre une formation sur le SIMDUT conformément à cette loi.
- .3 L'Offrant ou l'utilisateur doit fournir dans le secteur des travaux les fiches signalétiques (FS) de tous les matériaux visés par le programme du SIMDUT et elles doivent être facilement accessibles à tout le personnel sur le chantier.
- .4 Remettre au Responsable du projet des copies des fiches signalétiques du SIMDUT à la livraison des matériaux.

### **3.8 PROTECTION ANTICHUTE**

- .1 Les méthodes et le matériel de protection approuvés doivent être conformes à la partie II du *Code canadien du travail* et aux exigences connexes de la CSA.
- .2 Des ceintures de sécurité et des cordons d'assujettissement doivent être portés lorsqu'il y a un danger de chute, conformément à la partie II du *Code canadien du travail*. L'Offrant et ses employés doivent respecter et faire respecter rigoureusement les règlements fédéraux applicables lorsque les plates-formes de travail ou les échafaudages adéquats ne peuvent être fournis.
- .3 Afin de prévenir les blessures engendrées par la chute de débris, toutes les aires de travail surélevées doivent être dotées d'un cordage de sécurité, et les ouvriers travaillant à proximité doivent porter l'EPI adéquat.

### **3.9 ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)**

- .1 L'Offrant et ses employés doivent se conformer à toutes les normes de sécurité fédérales relatives à l'EPI.
  1. Des bottes et un casque de sécurité doivent être portés en tout temps sur le chantier de construction, y compris lorsque des appareils mobiles sont utilisés et partout où un danger en surplomb existe et où des individus travaillant à proximité pourraient être touchés par ce danger.
- .2 Un appareil de protection facial et/ou oculaire doit être porté lors de la manipulation de tout matériel susceptible de blesser ou d'irriter les yeux, ou lors de l'exécution de travaux présentant un danger de projection d'objets ou de l'utilisation d'outils de tonte motorisés.
- .3 Un dispositif de protection auditive doit être porté quand on entre ou que l'on travaille dans une zone à risque de bruit élevé. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, les chantiers, les ateliers et les lieux où l'on utilise du matériel ou des véhicules ayant un niveau de bruit de plus de 85 décibels, y compris pour la tonte.
- .4 Un appareil respiratoire doit être porté quand un ouvrier est ou peut être exposé à un air ambiant pauvre en oxygène ou à une concentration nocive de gaz, de

vapeurs, de fumée, d'émanations, de brouillard ou de poussières, ou lorsque les fiches signalétiques le recommandent.

- .5 Des vêtements de protection doivent être portés en tout temps dans tous les entrepôts et les environnements industriels, sur les chantiers et lorsqu'on effectue un quelconque travail d'aménagement paysager ou d'entretien des gazons. Les camisoles, les chaussures non sécuritaires, les culottes courtes et les capris sont interdits en tout temps.

**Annexe A**

**BFC Edmonton  
Service du Génie  
Nouvelle liste de matériel**

ADRESSE OU N° DU BÂTIMENT : \_\_\_\_\_

NOUVELLE INSTALLATION : ☐ OUI ☐ NON  
REEMPLACEMENT : ☐ OUI ☐ NO

ENTREPRISE D'INSTALLATION :

NOUVEAU MATÉRIEL (NOM) : \_\_\_\_\_

EMPLACEMENT DU MATÉRIEL : \_\_\_\_\_

FABRICANT :

N° DE SÉRIE : \_\_\_\_\_

N° DE MODÈLE : \_\_\_\_\_

DATE D'INSTALLATION :

CAPACITÉ : \_\_\_\_\_

TYPE DE FRIGORIGÈNE UTILISÉ : \_\_\_\_\_

QUANTITÉ :

N° D'APPAREIL : \_\_\_\_\_

NOM DE L'INSTALLATEUR : \_\_\_\_\_

N° DE CERTIFICAT :

## Annexe B

### Base de paiement

- Les prix demeurent fermes pendant les périodes indiquées.
- La TPS n'est pas comprise dans le prix indiqué; elle sera ajoutée séparément sur toutes les factures.
- Les prix comprennent les frais de déplacement et les frais personnels.
- On ne peut facturer plus d'un appel de service pour chaque commande subséquente, sauf en cas d'approbation contraire préalablement obtenue auprès du MDN. Par contre, plusieurs autorisations de modification peuvent être associées à un seul appel de service.
- Les quantités estimatives sont fournies à titre indicatif seulement et peuvent différer des quantités réelles.

Lot	Description	Prix unitaire	Unité	Quantités annuelles estimatives
1	Appel de service effectué du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	_____ \$	/appel	20 appels
2	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un compagnon.	_____ \$	/heure	500 heures
3	Taux horaire de la main-d'oeuvre, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, pendant les heures normales de travail : un apprenti.	_____ \$	/heure	1000 heures
4	Appel de service effectué du lundi au vendredi, après les heures normales de travail, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	_____ \$	/appel	10 appels
5	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un compagnon.	_____ \$	/heure	10 heures
6	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués du lundi au vendredi, après les heures normales de travail : un apprenti.	_____ \$	/heure	20 heures
7	Appel de service effectué la fin de semaine ou un jour férié, y compris la première heure de main-d'oeuvre directe sur place.	_____ \$	/appel	5 appels
8	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de semaine ou un jour férié : un compagnon.	_____ \$	/heure	5 heures
9	Taux horaire des heures supplémentaires, en plus des éléments susmentionnés, pour les appels de plus d'une heure effectués la fin de	_____ \$	/heure	10 heures



	semaine ou un jour férié : un apprenti.			
10	Les pièces et les matériaux seront facturés au coût d'achat rendu de l'Offrant, plus une majoration de :	_____ \$	%	10 000 \$